



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 28 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 août 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOREMO

Z.I. de la Dame Huguenotte
52000 Chaumont

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 août 2024 dans l'établissement SOREMO implanté Z.I. de la Dame Huguenotte 52000 Chaumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été mise en place dans le cadre d'un signalement pour feu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREMO
- Z.I. de la Dame Huguenotte 52000 Chaumont
- Code AIOT : 0005701356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Implantée depuis 1989 à CHAUMONT, la société est spécialisée dans :

- la récupération et le traitement de différents métaux et alliages issus de la destruction des moteurs usagés (acier, bronze, aluminium, cuivre, zamak, laiton...) ;
- la production d'alliages d'aluminium de seconde fusion (sous forme de lingots) à partir principalement du broyage de bloc-moteurs usagés ;

La majeure partie de la production d'aluminium est destinée à la fabrication de pièces automobiles moulées sous pression.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le feu a été rapidement maîtrisé et n'a pas fait trop de dégâts.
Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées tout incident ou accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapports d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant et avec l'aide du déroulé des caméras de surveillance, le feu s'est déclaré vers 2h45 du matin dans une benne de caoutchouc. Cette benne était située sous le kiosque de tri manuel des déchets d'aluminium. Ces déchets broyés défilent sur une bande convoyeuse et sont débarrassées manuellement des déchets de caoutchouc et des morceaux de faisceaux électriques. Ces deux types de déchets ont ensuite stockés sous le kiosque avant d'être évacués lorsqu'ils sont pleins. D'après l'exploitant le feu est parti d'une batterie de trottinettes électriques, trottinettes qui faisait partie des déchets d'aluminium broyés. Le feu a fait fondre entre 15 et 20 éléments de toiture fusibles et ne semble pas visuellement avoir endommagé le reste de la toiture. Le feu a été éteint par le SDIS au moyen de mousse qui a été retenue, en vue d'être évacuée vers un centre agréé. D'après l'exploitant environ 100 m3 ont été nécessaires. Lors de la visite, les déchets de caoutchouc et de faisceau électriques étaient en cours d'évacuation et de stockage sur une dalle étanche avant envoi en décharge ou repassage au tri manuel. L'exploitant s'est engagé à envoyé un rapport sur cet accident et a déclaré ne pas avoir prévenu l'astreinte de la DREAL. L'inspection rappelle que c'est une obligation.
Type de suites proposées : Sans suite